

L'Humanité, France, le jeudi 6 août 2020

## ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

### MALGRÉ HIROSHIMA, LA FOLIE NUCLÉAIRE MENACE TOUJOURS

Par Pierre Barbancy

<https://www.humanite.fr/armes-de-destruction-massive-malgre-hiroshima-la-folie-nucleaire-menace-toujours-692245>

Les bombes H à hydrogène d'aujourd'hui ont une puissance infiniment supérieure aux bombes A, comme celles larguées sur le Japon les 6 et 9 août 1945. La prolifération n'a jamais cessé, au péril de l'humanité.

Les conséquences monstrueuses des explosions nucléaires des bombardements américains sur Hiroshima et Nagasaki il y a soixante-quinze ans, les 6 et 9 août 1945, ne sont plus à démontrer. Tout le monde a vu les insupportables images de ces villes dévastées, de ces humains transformés en ombres, et entendu les témoignages des hibakusha, les survivants, devenus le symbole d'une lutte contre la guerre et les armes atomiques à travers le monde. Dans les jours qui ont suivi, Albert Camus écrivait dans son journal, *Combat* : « Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif et l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques. » Des mots qui résonnent avec une acuité terrible, comme si le monde n'avait rien appris et ne voulait rien voir. Le danger est plus que jamais présent. Le spectre se matérialise.

Dès 1945, des scientifiques de l'université de Chicago, qui avaient contribué au développement des premières armes atomiques dans le projet Manhattan, fondent le *Bulletin of the Atomic Scientists*, dans lequel est créée, deux ans plus tard, l'horloge du jugement dernier (*Doomsday Clock*). Ils utilisent pour cela l'image de l'Apocalypse (minuit) et l'idiome contemporain de l'explosion nucléaire (compte à rebours à zéro) pour transmettre et évaluer les menaces pesant sur l'humanité et la planète. Depuis, la décision de déplacer (ou non) l'aiguille des minutes de cette horloge est prise chaque année par le conseil des sciences et de la sécurité du *Bulletin* en consultation avec son conseil des sponsors, qui comprend 13 prix Nobel. Une horloge universellement reconnue. Preuve de leur inquiétude, à la fin janvier de cette année, ils ont avancé de 20 secondes l'horloge de l'Apocalypse.

« Mais compte tenu de l'inaction – et dans trop de cas d'actions contre-productives – des dirigeants internationaux, les membres du conseil des sciences et de la sécurité sont obligés de déclarer l'état d'urgence, qui exige l'attention immédiate, ciblée et implacable, du monde entier. Nous sommes à 100 secondes de minuit. L'horloge continue de faire tic-tac. Une action immédiate est nécessaire », prévient John Mecklin, l'actuel rédacteur en chef du *Bulletin*.

Pourtant, l'insécurité mondiale posée par cette arme de destruction massive a été rapidement soulignée avec la première résolution de l'ONU (24 janvier 1946), puis avec la création en 1968 du traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a alerté sur les conséquences humanitaires de l'explosion de cette arme. Des ONG ont montré l'impact environnemental des essais nucléaires. Ce qui n'a pas empêché les menaces explicites d'emploi de l'arme atomique : crise de Suez en 1956 et de Berlin en 1961, guerre du Vietnam en 1968, montée de la tension entre l'URSS et la Chine en 1969, confrontation entre l'Inde et le Pakistan autour du Cachemire en 2002...

Depuis la signature du TNP le 1er juillet 1968, le stock d'armes nucléaires a heureusement fortement diminué. Il y avait environ 70 000 ogives nucléaires sur la planète dans les années 1980 et il en resterait environ 15 000 aujourd'hui. Une réduction due aux traités de désarmement bilatéraux entre les États-Unis et la Russie. Mais il n'est pas sûr que le traité New Start de réduction des armes stratégiques (missiles intercontinentaux, lanceurs sous-marins et bombardiers) soit renouvelé en 2021. D'autant que le retrait américain en 2019 du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), c'est-à-dire à moyenne portée, signé en 1987 avec l'URSS, pourrait bien relancer la course aux armements.

Si on comptait cinq puissances nucléaires en 1968, elles sont neuf en 2020. Le TNP n'a pas empêché Israël, l'Inde, le Pakistan et la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord) d'accéder à la bombe et de rejoindre ainsi la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie. Le retrait américain, en 2018, de l'accord concernant le nucléaire iranien est aussi un mauvais coup contre la non-prolifération. Washington et Moscou détiennent aujourd'hui 90 % des stocks d'armes nucléaires. L'état des arsenaux détenus par les autres pays est plus opaque.

On pourrait se féliciter de l'adoption à l'ONU, le 7 juillet 2017, du traité d'interdiction sur les armes nucléaires (Tian) par 122 États, une majorité. Fruit d'une longue lutte menée notamment par la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (Ican), ce traité représente une indubitable avancée : pour la première fois, la légitimité même de la possession de ces armes par les puissances nucléaires est mise en question. Le Tian n'entrera en vigueur qu'une fois que 50 États l'auront ratifié. Au 16 juillet 2020, ils n'étaient encore que 40.

Dans un rapport d'information sur « l'arme nucléaire dans le monde, cinquante ans après l'adoption du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP) » présenté en octobre 2017 à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française par les députés Michel Fanget et Jean-Paul Lecoq, on pouvait lire : « Toutes les puissances nucléaires se livrent actuellement, à des degrés divers, à un effort de modernisation de leur force nucléaire, (...) la non-prolifération n'est viable que si elle est contrebalancée par un désarmement nucléaire multilatéral concret, par étapes, selon un calendrier précis. Actuellement, il n'en est rien : cette question est bloquée, et les États nucléaires ne semblent pas prendre le chemin du désarmement ». En trois ans, rien n'a changé.

Selon le mouvement Global Zero, les dépenses budgétaires dans le monde liées aux armes nucléaires sur la décennie 2010-2020 seraient proches des 1 000 milliards de dollars. À

Paris, le Parlement a adopté la loi de programmation militaire pour les années 2019 à 2025, qui portera le budget de la dissuasion nucléaire française de 3 milliards d'euros annuels en rythme de croisière à 6 milliards d'euros en fin de période. Des chiffres qui donnent le tournis, surtout quand on les compare aux réductions budgétaires imposées dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de la culture, en France comme ailleurs. Les bombes H à hydrogène d'aujourd'hui ont une puissance infiniment supérieure aux bombes A, comme celles larguées sur Hiroshima et Nagasaki. Quant aux bombes à faible rendement – Donald Trump a déclaré qu'il pourrait les utiliser en cas de cyberattaques –, elles démontrent une fois pour toutes la fausseté de la « dissuasion nucléaire », encore présentée comme un équilibre acceptable. En 2010, les États signataires du TNP ont réaffirmé « la nécessité pour tous les États de respecter en tout temps (...) le droit international humanitaire (DIH) ». C'est, en réalité, une insulte à l'intelligence humaine. Comment prétendre se conformer au DIH tout en pointant des ogives de mort sur les villes les plus peuplées d'un autre pays ? Une seule solution : l'abolition des armes nucléaires, armes de destruction massive. On en est loin ! Très loin.

Pierre Barbancey, l'Humanité, 6 août 2020